

# “Un plan Marshall pour les matières de la Fédération Wallonie-Bruxelles”

■ La CSC (syndicat chrétien) organise ce jeudi un congrès francophone. Une première pour un syndicat.

**D**epuis la nuit des temps, il y a des congrès nationaux à la CSC. Il y a eu aussi de nombreux congrès régionaux. Mais pour la première fois, nous organisons un congrès francophone.” Marc Becker, le secrétaire national de la CSC présente ainsi le congrès qui se tient ce jour à Bruxelles. “Les francophones de Wallonie et de Bruxelles ont beaucoup de choses en commun et toutes les matières gérées par la Fédération Wallonie-Bruxelles sont toutes des compétences spécifiques qui touchent au bien-être et aux gens. Ce sont des matières émancipatrices et liées à l'égalité que nous abordons peu alors que, comme syndicalistes, nous sommes dans le pragmatisme absolu. Mais notre préoccupation première c'est le bien-être des gens.”

Et puis, surtout, le courant régionaliste se fait de plus en plus entendre. Jean-Luc Crucke et Pierre-Yves Jeholet au MR ou Pierre-Yves Dermagne et Christophe Collignon au PS font partie de ceux qui, à terme, ne verraient pas d'un mauvais œil la disparition de la Fédération Wallonie-Bruxelles – qui dans la Constitution est toujours appelée Communauté française.

**De la créativité pour trouver des moyens**

Comme l'expliquent Marc Becker, d'Eugène Ernst (CSC enseignement) et Patri-

cia Piette (Centrale nationale des employés), le syndicat chrétien n'est pas opposé aux débats sur le régionalisme. Mais ils souhaitent mettre en garde le politique contre une régionalisation non réfléchie et contre le manque de moyens dont souffre la Fédération Wallonie-Bruxelles. “Croire qu'une régionalisation va apporter des moyens supplémentaires c'est peut-être une erreur”, enchaîne Marc Becker. La CSC et la CNE réclament surtout la mise en place d'un pacte social francophone pour les compétences gérées par la Fédération. “Un genre de plan Marshall pour les compétences communautaires. Un plan qui dégagerait des moyens supplémentaires.” La CSC prévient tout de suite qu'elle n'a pas de pistes à donner pour le financement mais qu'elle souhaite mettre le débat à l'agenda. “Il faudra être créatif”, conclut Marc Becker.

Outre l'importante question de l'enseignement, géré par la Fédération Wallonie-Bruxelles (voir ci-dessous), les trois syndicalistes veulent insister sur le refinancement des autres politiques pour maintenir le pays debout. “Que ce soit la petite enfance, indispensable à l'équilibre vie professionnelle-vie privée, que ce soit le socio-culturel qui amène le plus à la démocratie et les autres compétences, il faut les refinancer pour trouver encore des travailleurs qualifiés qui acceptent de travailler dans ces secteurs. Il faut payer les gens”, explique Patricia Piette, secrétaire nationale de la CNE secteur non-marchand.

**Stéphane Tassin**

## “La régionalisation de l'enseignement ne présente aucune plus-value”

**I**névitablement, la régionalisation de l'enseignement, ou au moins la régionalisation des filières techniques et professionnelles, alimentera la campagne d'ici les élections du mois de mai. Ainsi, le MR, qui souhaite davantage faire correspondre l'école et le monde du travail, proposera dans son programme que les Régions gèrent désormais l'enseignement technique et professionnel (appelé aussi le qualifiant). Et cela, bien que “le pouvoir régulateur resterait de la compétence de la Fédération Wallonie-Bruxelles”, pouvait-on lire dans un communiqué envoyé par le parti le 28 janvier dernier.

La CSC n'est pas de cet avis. Si elle se dit ouverte à la discussion pour revoir le fonctionnement des institutions francophones, elle souhaite que tout changement soit motivé par l'intérêt des citoyens. “Et en ce sens, on ne voit pas du tout la plus-value d'une telle régionalisation”, affirme Eugène Ernst, secrétaire général de la CSC-Enseignement. Au contraire, poursuit-il en substance, séparer l'enseignement wallon du bruxellois engendrerait dans le quotidien des citoyens énormément de difficultés. “Nous ne souhaitons donc pas perdre du temps dans de la tuyauterie institutionnelle. La plupart des avancées que le citoyen attend, en matière de gratuité ou dans la lutte contre les inégalités par exemple, peuvent être obtenues sans passer par de l'institutionnel.”

De plus, Eugène Ernst met en garde contre la proposition du MR. Davantage régionaliser le technique et le professionnel va créer de nombreux problèmes, insiste-t-il. “Beaucoup d'écoles organisent à la fois du général et du qualifiant. Cela voudra-t-il dire qu'au sein d'une même école certaines politiques dépendront alors de la Fédération, et d'autres de la Région ? Comment va-t-on faire ?”

**Séparer l'enseignement wallon du bruxellois engendrerait des difficultés dans le quotidien des citoyens.**

**Favoriser ce qui se fait déjà**

Plus globalement, la CSC entend penser à Bruxelles, là où les défis sont les plus criants. “Si on régionalise l'enseignement, qui va l'organiser dans la capitale ? La Cocof (la Commission communautaire française) ? Mais il faudra la refinancer”, s'inquiète Marc Becker. Or, 20 % de tout refinancement de la Cocof atterrit dans le portefeuille de la Région flamande. “En régionalisant l'enseignement, on va donc perdre de l'argent et participer au refinancement des écoles néerlandophones”, conclut-il.

En définitive, la CSC prône une solidarité entre francophones, et la poursuite des travaux qui se déroulent dans les bassins “enseignement-formation-emploi”. Au sein de ces instances, l'offre scolaire est discutée et organisée en fonction des besoins locaux. “Du bon travail s'y déroule déjà, et il permet de répondre aux souhaits exprimés par les régionalistes”, conclut la CSC.

**BdO**